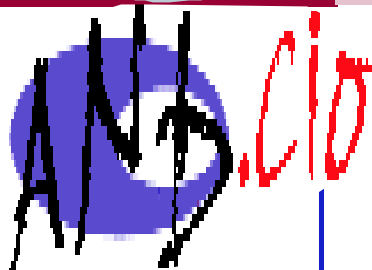




# La lettre des directeurs de CIO



## Éditorial du Président

**F**ace aux récents projets gouvernementaux de décentralisation, qui prévoient la possibilité de déléguer l'orientation aux Régions, l'ANDCIO reste fidèle à son attitude pragmatique, considérant que cette question ne relève pas de sa compétence, mais de décisions politiques prises dans le cadre du fonctionnement normal des institutions républicaines.

Nous observons toutefois cette réforme avec toute l'attention qu'elle mérite, ayant souvent regretté, dans le passé, que les CIO aient été « oubliés » dans les premières lois de décentralisation, dites lois « Defferre-Mauroy ». Cet oubli s'est avéré incontestablement néfaste à nos CIO, tant en ce qui concerne les budgets, que les missions.

Le coût de fonctionnement des CIO à budget d'État, hors frais de locaux, varie de 5203 francs par personnel d'orientation, directeur et conseiller, pour l'Académie de Paris à 14574 francs dans l'Académie de Montpellier, pour l'exercice 1998. Cet écart serait encore plus important si on considérait la situation des CIO à budget départemental, généralement mieux dotés. *Il est donc évident que la situation actuelle ne garantit de ce point de vue ni l'égalité de prestations aux publics des différentes Académies, ni des conditions de travail équitables pour les personnels.*

Les textes fixant les missions des CIO, anciens et jamais réactualisés, ne semblent pas avoir suffi à maintenir et garantir une unité des pratiques au niveau national et nous laissent face à un empilement de missions nouvelles, jamais mises en cohérence, permettant à certains d'ironiser sur les quelques cinquante priorités qui s'imposent à nous.

Cette situation, dont les ministères successifs portent l'entière responsabilité, permet à M. Jacques. Cremadeils, conseiller au cabinet du ministre, d'affirmer, au cours d'une audience récente, que l'organisation des services d'orientation est peu lisible, laissant à penser qu'ils ne sont pas « pilotés ». D'aucuns vont jusqu'à souhaiter se débarrasser de ces services et de ces personnels considérés par eux comme inutiles, pour les « relier » à qui veut bien les prendre.

Dans ce contexte, l'ANDCIO, qui réfléchit depuis de nombreuses années sur l'intérêt, pour les CIO, de participer à une deuxième vague de décentralisation, annoncée depuis quelque temps déjà par le « rapport Mauroy », ne souhaite pas se laisser enfermer dans une position manichéenne.

La décentralisation nous intéresse, c'est une opportunité à saisir. Nous sommes nombreux à penser que la mise en œuvre du principe de subsidiarité, c'est à dire l'institution de la prise des décisions administratives au plus près des usagers, ne constitue pas un problème pour les futurs centres, que nous souhaitons voir renforcés dans leur autonomie, dans leur rôle d'acteur local reconnu. Nous ne voyons pas, à priori, de contradiction avec l'affirmation de la nécessité, pour les CIO, d'être clairement inscrits dans le système éducatif, pour les personnels de disposer d'un statut national comparable à ceux des autres grandes catégories existantes : celle des certifiés, avec accès identique à une hors-classe pour les COP, celle des personnels de direction

pour les directeurs de CIO. (\*) Il est même permis d'espérer que cette décentralisation soit l'occasion de valoriser les activités des CIO et de leurs personnels auprès de partenaires plus proches du terrain et donc plus à même d'apprécier la réalité du travail accompli.

Il reste que le cadrage réglementaire actuel ne garantit pas que nos services puissent éviter d'éventuelles expérimentations hasardeuses : certains conseils régionaux sont peu informés de la nécessité de maintenir « le centre de gravité » de nos activités en formation initiale, de la sixième à l'enseignement supérieur. Ils risqueraient donc, si les textes nationaux qui nous régissent n'étaient pas actualisés, clarifiés, de privilégier des activités dans les domaines qu'ils connaissent le mieux, comme l'orientation professionnelle et l'aide à l'insertion. Cela nous éloignerait de notre fonction première qui consiste à aider les jeunes et leurs familles à préparer une trajectoire scolaire et d'insertion réussie et assumée. Prévenir vaut mieux que guérir, c'est bien connu.

Nous sommes donc très engagés auprès du Ministère dans l'exigence d'une réactualisation préalable des missions nationales des CIO et de l'ensemble des services d'orientation,

SAIO, DR-ONISEP, ONISEP, SCUIO...

Cette réactualisation devra réaffirmer le rôle et la place des CIO et de leurs personnels dans l'information, l'orientation, la préparation à l'insertion, tout en permettant la prise en compte de nouvelles missions. Elle devra garantir un principe d'équité du service public d'information et de conseil en orientation au niveau de l'ensemble du territoire.

Elle devra permettre d'éviter que nos services soient amalgamés dans d'improbables « guichets uniques » dont l'efficacité n'a jamais été démontrée ou que nos missions puissent dériver vers des conceptions abusivement simplificatrices de l'adéquation formation emploi.

Pour cela, le statut des personnels, en particulier la qualification et le titre de psychologue des Conseillers devront être préservés. C'est à ce prix que la décentralisation des services d'orientation pourra constituer un véritable progrès, tant au niveau du service rendu que des conditions de travail des personnels.

Le ministère doit donc faire la preuve de son intérêt pour les CIO, les autres services d'orientation, et leurs personnels, en organisant au plus tôt une concertation nationale sur ces sujets, en manifestant concrètement sa volonté d'enfin aboutir à des réformes repoussées depuis des années, bref *en prenant enfin ses responsabilités.*

Si on peut compter sur nous pour contribuer à une réflexion constructive, l'ANDCIO s'opposera à toute tentative « d'évacuer » par une décentralisation hâtive et non maîtrisée, la question des statuts, des missions des services et de leurs personnels.

*\*Nous proposons une solution transitoire, où seraient nommés sur l'emploi de directeur de CIO (statut d'emploi) des COP sur liste d'aptitude ou des personnels de direction ayant passé le concours et titulaires du titre de psychologue, qu'ils soient anciens COP ou autre personnel titulaire de ce titre. Cette solution, de type « directeurs d'EREA », permettrait de tenir compte de la diversité de taille des CIO (les plus petits pouvant plus particulièrement convenir au système de nomination sur liste d'aptitude) et permettrait aux actuels directeurs de conserver leur poste, s'ils le souhaitent.*

Denis Petruzzella

## SOMMAIRE

Éditorial du  
Président

Problématique de la  
Décentralisation

Audience  
Président du Sénat

Sur le statut des  
Directeurs de CIO

Dernière minute

Lettre N°5 ! Non, vous n'avez pas raté 3 lettres, nous avons décidé de reprendre la numérotation historique.

Directeur de la Publication  
Denis PETRUZZELLA  
Rédacteur en Chef  
Patrick DEPERRAZ  
[patrick.deperraz@ac-grenoble.fr](mailto:patrick.deperraz@ac-grenoble.fr)  
Comité de Rédaction  
Conseil d'Administration  
de l'ANDCIO

**L'ANDCIO une  
association pour tous les  
Directeurs**

Visitez son site internet  
[http://perso.wanadoo.fr/  
adcio](http://perso.wanadoo.fr/adcio)

**L'**origine des Centres d'Information et d'Orientation s'inscrit dans des initiatives locales et ce dès 1938. Il s'agit alors de centres financés par les collectivités locales ou territoriales.

Les centres actuels à gestion départementale sont directement issus du décret de la loi de 1938. Les centres à gestion d'État sont créés ou transformés (pour les Centres d'Information et d'Orientation à gestion départementale) à partir de la Loi de Finance du 17 décembre 1966.

La transformation de tous les Centres en Centres d'Information et d'Orientation à gestion d'État prévue alors n'a pas connu d'aboutissement.

En 1971 il n'est pas encore question de décentralisation, les pouvoirs de l'État restent pleins et entiers. On peut rappeler l'article 1 du décret du 07 juillet 1971 :

« Afin d'assurer l'information et l'orientation des élèves qui suivent les enseignements de second degré, sont institués des services spécialisés organisés à l'échelon **national, académique et local**. Ces services ont pour mission d'organiser l'information et l'orientation des élèves dans un **processus éducatif d'observation continue**, de façon à **favoriser leur adaptation** à la vie scolaire, de les guider vers l'enseignement le plus conforme à leurs aptitudes, de contribuer à l'épanouissement de leur personnalité et **de les aider à choisir leur voie dans la vie active en harmonie avec les besoins** du pays et les perspectives du projet économique social ».

L'article 5 précise :

« dans chaque district scolaire sera créé ... un CIO ... »

Dans le domaine de l'information et de l'Orientation le centre apporte son concours à l'ensemble des actions menées au niveau du district ; il **assure l'accueil, la documentation et l'information du public scolaire et non scolaire ...** ».

Les évolutions en ce qui concerne l'organisation du Ministère de l'Éducation Nationale, et plus particulièrement depuis la première Loi de Décentralisation, ont amené une réorganisation des services de l'État et une déconcentration vers les régions et les départements (Recteur et Inspecteurs d'Académies pour l'Éducation Nationale), et sont traduites par la suppression de la direction de l'« orientation » au plan national.

Actuellement il existe une mission orientation au ministère, poste occupé par un IEN-IO sous la responsabilité du DESCO (Directeur des Enseignements Scolaires) qui n'a pas vocation à « piloter » les cen-

## PROBLÉMATIQUE DE LA DÉCENTRALISATION POUR LES CIO

tres d'Information et d'orientation.

Les crédits attribués aux Centres d'Information et d'Orientation à gestion d'État sont pris sur la dotation globale affectée au Rectorat, ce qui explique les différences importantes d'un Rectorat à l'autre, concernant le « train de vie » des Centres. La politique d'orientation est confiée aux recteurs et aux inspecteurs d'Académie sans que l'on perçoive bien qui décide de quoi en ce qui concerne les Centres d'Information et d'Orientation.

La mise en place de bassins d'éducation et de formation dans lesquels les CIO ont une place centrale à prendre, vient renforcer la nécessité pour ceux-ci de disposer d'une plus grande autonomie leur permettant de mieux répondre aux attentes des publics usagers du centre, des établissements scolaires partenaires mais aussi des institutions liées à l'emploi et au monde économique.

La création d'un **conseil de centre** est devenue une nécessité afin d'adapter les actions aux réalités de terrain.

Le gouvernement actuel a pour projet d'entamer une nouvelle étape vers plus de décentralisation. Ce mouvement s'inscrit dans une réalité historique et européenne, qui dépasse les clivages politiques.

C'est une opportunité que nous devons saisir afin d'adapter nos structures aux réalités d'aujourd'hui.

La prise en charge par les départements des collèges et par les régions des lycées a permis une nette amélioration des conditions de vie des collégiens et des lycéens sur l'ensemble du territoire national.

Les Centres d'Information et d'Orientation à gestion départementale sont nettement mieux dotés en équipement et en fonction-

nement que les Centres d'Information et d'Orientation à gestion d'État.

Il y a là une raison simple à ce constat : **la gestion de proximité**, au plus près des besoins des personnels et des usagers.

Il est temps que les Centres d'Information et d'Orientation bénéficient d'une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire national.

Un service public se doit de garantir à chaque citoyen une prestation de qualité réalisable à partir de moyens suffisants, ce n'est pas le cas actuellement.

L'activité d'un Centre d'Information et d'Orientation se répartit entre trois grands domaines : l'accueil du public au Centre d'Information et d'Orientation, l'animation du bassin, la contribution apportée aux établissements scolaires publics en ce qui concerne l'information et l'orientation (collège, lycée et lycée professionnel).

Le socle de l'activité est régit par les articles 1 et 5 cités précédemment.

Le Centre d'Information et d'Orientation développe des activités transversales au bénéfice des jeunes collégiens, lycéens et étudiants mais aussi des adultes.

Il travaille à l'insertion professionnelle, mais tout d'abord à l'élaboration d'un projet, qui peut mettre plusieurs années à se concrétiser.

Enfin il participe à l'adaptation de l'élève au sein des établissements.

**Les finalités des actions du Centre d'Information et d'Orientation permettent de penser que la collectivité de rattachement la plus adéquate serait le Conseil Régional**, même si, comme cela est décrit précédemment l'activité du Centre d'Information et d'Orientation et les missions qui lui sont dévolues sont transversales et doivent le rester.

En ce qui concerne les missions, il est indispensable qu'elles soient précisées et actualisées afin de mieux répondre aux besoins des usagers. Elles doivent conserver un caractère national et être adaptées au contexte régional puis local. Les Recteurs auront ainsi à adapter les missions nationales aux priorités définies en concertation avec les instances régionales chargées de la formation professionnelle et de l'insertion. Au niveau du bassin de formation, le CIO devra définir son projet en tenant compte de la réalité et des partenariats locaux, en s'appuyant sur son conseil de centre. L'ensemble des missions sera donc soumis au principe de subsidiarité.

Nous demandons à ce que les Directeurs de CIO, les Conseillers d'Orientation Psychologues et les personnels administratifs conservent un statut de fonctionnaires de l'État.

La possibilité d'accueillir au sein des Centres d'Information et d'Orientation des personnels financés dans un autre cadre devrait être assurée, afin de répondre à des besoins particuliers : validation des acquis de l'expérience, Mission générale d'insertion, accueil de « primo-arrivants », bilans de compétences...

## En conclusion

Il nous apparaît indispensable de repenser l'organisation actuelle des Centres d'Information et d'Orientation, avec le souci de mieux répondre à nos missions de service public.

Les missions du Centre d'Information et d'Orientation sont définies au niveau national en laissant la possibilité d'une adaptation régionale puis locale.

Les personnels sont financés par l'État, tout en ouvrant le centre à d'autres personnes financées en fonction de missions particulières.

Le financement des équipements et du **fonctionnement** est assuré par les conseils régionaux, tout en permettant des contributions financières via d'autres sources.

Le Centre d'Information et d'Orientation est doté d'un « conseil de centre » lui permettant d'agir avec une légitimité suffisante au bénéfice des usagers, dans **l'application** locale des missions qui lui sont dévolues.

Le Centre d'Information et d'Orientation dispose d'une autonomie administrative suffisante et de plus de souplesse de gestion, notamment par attribution de régies de recette et d'avance.

Le Centre d'Information et d'Orientation est dirigé par un Directeur ayant un statut de personnel de direction, lui permettant d'engager des dépenses, de contractualiser dans le cadre d'un mandat défini en conseil de centre, de travailler dans son bassin à égalité de statut avec ses partenaires du système éducatif.

**Dominique Lagaude**

**L'**accueil du Président PONCELET est sympathique et chaleureux. Il apparaît qu'il maîtrise mal ce qu'est un Centre d'Information et d'Orientation et fait des confusions avec les PAIO et Missions Locales.

Un recadrage rapide de notre part permet de recentrer le débat.

Il lui apparaît opportun de profiter du débat sur la décentralisation pour revoir notre organisation juridique et administrative. Le fonctionnement actuel avec la dualité CIO à financement État, CIO à financement départemental est confus et peu lisible.

Il propose plusieurs modèles : en particulier une organisation type " services de l'équipement ".

Il estime que c'est au niveau régional que le financement pourrait être confié. Nous lui rappelons notre volonté de rester personnel d'État.

Nous abordons ensuite nos difficultés à rencontrer au Ministère des personnalités de haut niveau.

Le président nous propose de contacter le Ministère et demande au directeur de Cabinet M. ANTOINE de nous

recevoir.

Cela a été d'une grande rapidité... A suivre.

Il nous indique par ailleurs qu'il a quelques soucis avec le Ministère de l'Éducation Nationale en nous citant en exemple une intervention qui n'a pas abouti concernant l'évolution du statut des GRETA. Le Ministère de l'Éducation Nationale est une maison fermée " dans laquelle les techniciens ont beaucoup de pouvoir sur les Ministres qui eux-mêmes ne veulent pas de vagues.

**En conclusion** il nous indique que de son côté le dossier est ouvert et qu'il suivra son évolution...

Même si l'audience n'a duré qu'environ 20 minutes, elle en dit long sur le fonctionnement de notre système et en particulier sur celui du Ministère de l'Éducation Nationale.

Nous pensons qu'il faudra revenir à la charge si nécessaire.

L'introduction du Président du Sénat qui a été ferme dans le ton auprès du MEN peut nous aider considérablement à l'avenir.

Si les choses n'avancent pas vite nous pourrions lui proposer de se saisir du problème dans le cadre parlementaire.

**Dominique Lagaude**

Quel avenir pour Les CIO et leurs personnels ?

Peser sur les décisions qui vont être prises, en concertation avec les acteurs, partenaires... C'est notre ambition !

Rejoignez-nous, adhérez, c'est urgent !

## SUR LE STATUT DE DIRECTEUR

**L**e supplément "CO-psy" à l'US n°577 consacre dans sa dernière page, un article aux Directeurs de CIO et aborde leur problématique dans un autre article, à travers la question de la hors-classe des COP.

### Une évolution limitée mais réelle

On doit se réjouir de constater quelques évolutions dans les positions du SNES.

*"Il y a effectivement un métier de directeur de CIO", "Il faut transformer la grille indiciaire des DCIO"* affirment nos collègues. Le statut d'emploi ne semble pas exclu définitivement, même s'il n'a pas la "préférence" des directeurs présents (préférence que ceux-ci réservent au « troisième grade »). Il comporte pour le SNES *"l'inconvénient de fragiliser la position des DCIO par rapport à l'administration"*. (Saluons l'évolution de la forme, qui, après de nombreuses années d'utilisation de la formule "emploi-précaire", annonce peut-être une évolution sur le fond).

### Réalité et convictions

Si nous ne doutons pas de la bonne volonté de nos collègues il faut bien constater que leur connaissance du sujet n'est pas à la mesure de leurs convictions. La simple consultation du statut particulier des personnels de direction<sup>(1)</sup> leur aurait évité les erreurs dans lesquelles les participants au stage et les lecteurs du « supplément Co-psy » risquent d'être induits.

Ainsi, nos collègues écrivent que *"le statut de chef d'établissement suppose un EPLE"*. C'est faux<sup>(2)</sup>

Ils affirment que pour l'accès au corps des chefs d'établissement, *« la liste d'aptitude [est] ouverte à tous les corps, sauf au nôtre »*. C'est faux<sup>(3)</sup>

Enfin, bien que souhaitant *« faciliter l'accès »* des DCIO au corps des personnels de direction, dans les *« meilleures conditions »*, ils omettent d'indiquer la possibilité de détachement offerte à nos collègues directeurs<sup>(4)</sup>.

### Le troisième grade

Nous n'allons pas développer ici les principes du « Classement hiérarchique des grades et emplois de l'État » mais cet exemple du détachement dans le corps des personnels de direction suffit à montrer que le « troisième grade » conduisant à l'indice terminal des agrégés (indice brut 1015), ne pose pas simplement *« un certain nombre de problèmes... techniques »* comme l'affirme le « supplément Co-psy ». Ainsi, des conseillers devenus sur tableau d'avancement directeurs de CIO (3<sup>e</sup> grade) pourraient être détachés dans la première classe de personnels de direction (article 26 du statut), comme ceux ayant par exemple passé le concours d'IEN, alors que leurs collègues ayant passé le concours de personnels de direction, devraient attendre plus ou moins longtemps en 2<sup>e</sup> classe et ne seraient pas toujours assurés de passer dans la première.. Mais surtout, ce troisième grade reculerait encore l'âge d'accès à la fonction de directeur, et correspondrait beaucoup plus à un bâton de maréchal pour conseiller blanchi sous le harnais qu'à la reconnaissance d'une véritable fonction, d'un véritable *« métier de directeur de CIO »*... tout cela pour un gain indiciaire de moins de quarante points par rapport à la situation actuelle.

On peut donc être contre le choix du statut de personnel de direction pour les DCIO - et en cela les opinions de nos collègues du Snes sont parfaitement respectables. Encore faut-il que ce soit en connaissance de cause.

Le statut d'emploi - ou mieux, un statut mixte comme pour les directeurs d'EREA - peut constituer un compromis. L'emploi (de personnel de direction ou autre) peut être assorti de bonifications indiciaires fonctionnelles (à ne pas confondre avec les NBI<sup>(5)</sup>) qui permettent de contourner la barrière du classement hiérarchique pour obtenir un gain indiciaire substantiel<sup>(6)</sup>.

Quant au 3<sup>e</sup> grade, quitte à décevoir certains collègues, il faut tenir le langage de la raison : ce n'est pas une solution.

**André Lartigau ancien président de l'ANDCIO**

<sup>(1)</sup> Décret n° 2001-1174 du 11 décembre 2001

<sup>(2)</sup> Article 2 : « Les personnels de direction participent à l'encadrement du système éducatif et aux actions d'éducation. A ce titre, ils occupent principalement des emplois de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale. Ils peuvent aussi se voir confier d'autres fonctions concourant à l'exécution du service public d'éducation, notamment dans les services déconcentrés et à l'administration centrale. » Suivent deux listes, celle des emplois en EPLE, proviseur, principal, etc. et celle des autres emplois, par exemple proviseur vie scolaire. Les directeurs de CIO pourraient fort bien figurer dans cette seconde liste.

<sup>(3)</sup> Article 6 : « Peuvent accéder au grade de personnel de direction de 2e classe les candidats inscrits sur une liste d'aptitude annuelle... Ces candidats doivent appartenir à l'un des corps énumérés au premier alinéa de l'article 4 ci-dessus » Il s'agit des personnels ayant l'accès principal au concours, à savoir des : « fonctionnaires de catégorie A appartenant à un corps de personnels enseignants de l'enseignement du premier ou du second degré, à un corps de personnels d'éducation ou à un corps de personnels d'orientation. » N.B. : L'article 6 précise les autres conditions : 10 ans d'ancienneté et 20 mois de faisant fonction. Les directeurs d'école, de Segpa, d'Erea, n'ont à justifier que de 5 ans d'exercice dans cette qualité.

<sup>(4)</sup> Comme aux autres fonctionnaires « dont l'indice brut terminal est au moins égal à 966 » (Art. 25) Pour la 1<sup>ère</sup> classe, l'indice terminal minimum 985 est requis (Art. 26).

<sup>(5)</sup> Les bonifications fonctionnelles se fondent avec les indices de base. Celles perçues dans les 6 derniers mois d'activité sont prises en compte pour la retraite (indice terminal+BI). Les NBI sont comptabilisées séparément (traitement NBI). Elles sont prises en compte pour la retraite à raison de 2% par an. Ainsi, un DCIO ayant perçu 20 points de NBI pendant 10 ans, se verra prendre en compte pour sa retraite 20% de 20 points... soit 4 points d'indice.

<sup>(6)</sup> 50 points de bonifications fonctionnelles pour un conseiller hors-classe donneraient un indice nouveau majoré de 782+50 = 832 au lieu de 820 pour l'indice terminal agrégé classe normale, soit au-delà de l'échelle indiciaire brute. La retraite sera calculée sur cette indice. Mais le classement hiérarchique n'est pas affecté. Par exemple, pour un détachement, seul l'indice N.M. 782 (966 brut) sera pris en compte.



**Compte rendu de la rencontre du 24 octobre avec  
Jacques CREMADEILLS, IGEN, Chargé de Mission auprès de Xavier  
DARCOS sur les relations avec les syndicats et associations**

**A**ccueil cordial.

J. CREMADEILLS nous demande de lui expliquer ce qu'est l'association des DCIO.

D.PETRUZZELLA retrace l'historique, précise que près de la moitié des DCIO sont adhérents et que nous représentons, de plus, de nombreux collègues sympathisants non adhérents (cf. le nombre de pétitions). Il résume la lettre aux DCIO n° 4.

J.C. nous affirme d'emblée qu'en 91, il était contre le titre de psychologue pour les conseillers d'orientation et que cela a appauvri la profession. Il a travaillé à l'époque sur la redéfinition des missions.

D.P. précise que les missions des conseillers ont toujours nécessité des compétences en psychologie : Aide à l'adaptation des élèves, le conseil en orientation, l'aide à l'insertion.

J.C. indique qu'il est nécessaire de clarifier les missions des COP pour les chefs d'établissements et les partenaires. *Il reçoit même des coups de téléphone de recteurs et d'IA qui ne savent pas ce que font les CIO et les COP : fonctionnaires mais travaillant en libéral !*

*« Quelle est la vraie ligne hiérarchique ? Qui fait quoi ? »*

"Les DCIO et les COP sont dans un flou administratif. Il est urgent, du fait de la décentralisation, de revoir les missions des COP, des CIO, de tous les services d'orientation et le statut des DCIO".

Beaucoup de collectivités ont demandé l'attribution des compétences des services d'orientation. Comme au ministère et parmi les recteurs on ne sait pas où les placer autant les "refiler" aux conseils régionaux qui les réclament !

Il semble que J.CREMADEILLS souhaite maintenir les services d'orientation à l'Éducation Nationale. *"Pour sauver, pérenniser les services, il faut remettre les missions sur la table".*

D.P. rappelle que nous souhaitons depuis longtemps la révision des missions et leur actualisation.

J.C. nous invite à préparer dès aujourd'hui une lettre aux 2 ministres avec copies à Jean Louis NEMBRINI, conseiller de Luc FERRY et à lui-même, demandant l'ouverture d'une réflexion nationale sur les missions des CIO.

*« Il faut profiter de l'annonce faite par X. DARCOS de rouvrir le dossier des missions des enseignants pour associer les COP. »*

De même, *« il faut associer les DCIO à la réflexion sur l'encadrement. Cela se fera en janvier sans doute. »*

Attention à la décentralisation : *"si certaines régions proposent des guichets uniques, cela sera la mort des CIO"* (ce qu'il ne veut pas)

**D.P. et O.G.C. rappellent ce que défend l'ANDCIO :**

- des CIO avec mission nationale adaptée au niveau régional et local. Plus d'autonomie avec une régie de recettes et une gestion financière qui peut dépendre des conseils régionaux.

- des COP : personnels d'État Éducation Nationale aux missions redéfinies.

- des DCIO : personnel d'encadrement avec un statut de personnel de direction.

Il faut revoir le texte sur l'ARTT pour l'adapter aux DCIO, les aligner sur les propositions qui seront retenues pour les personnels de direction (crédits temps par ex.)

D.P. remet les pétitions classées par académie.

En conclusion : Au Ministère, il semblerait que certaines personnes envisagent de se débarrasser des services d'orientation voire des personnels « au profit » des régions, d'autres souhaitant garder les services et les personnels au sein du MEN.

Les décisions seront prises avant l'été 2003 pour l'expérimentation dans certaines régions. Il est urgent de demander la réactualisation des missions de CIO et des COP et l'examen du statut des DCIO dans l'encadrement.

Odile Girard-Crespin

## Lettre au Ministre

Marseille, le 25 octobre 2002

**Monsieur le Ministre,**

Au nom de l'Association Nationale des Directeurs de Centres d'Information et d'Orientation, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir instituer une réflexion sur la question des missions, des statuts des Centres d'Information et d'Orientation ainsi que de l'ensemble des services d'orientation et de leurs personnels.

Le processus de décentralisation en cours rend urgente une réactualisation des missions des C.I.O., S.C.U.I.O., S.A.I.O., D.R.O.N.I.S.E.P... dans le cadre de l'affirmation d'une politique nationale de l'Orientation. Ces services sont actuellement régis par des textes anciens qui, souvent, ne correspondent plus aux évolutions de l'École et de la Société.

Pour pouvoir mieux s'adapter aux contextes régionaux et locaux, les missions, les statuts des services et des personnels doivent être préalablement repensés et actualisés au niveau national.

La réflexion conduite depuis de nombreuses années au sein de notre association nous amène à proposer des réformes institutionnelles pour les C.I.O. et leurs personnels pouvant s'inscrire dans le cadre d'une décentralisation maîtrisée qui préserve l'équité du droit au conseil en orientation, à l'information et à l'aide à l'adaptation.

Cette décentralisation devra se fonder sur des C.I.O. et des services d'orientation dont le positionnement institutionnel sera clarifié et consolidé au sein du service public d'éducation nationale.

L'ouverture, par le Ministère, d'une réflexion sur les missions des enseignants nous semble constituer une opportunité pour repenser les fonctions spécifiques des personnels d'orientation.

De même, la réflexion à venir sur l'encadrement nous semble concerner, de toute évidence, la situation des directeurs de C.I.O. dont le statut actuel est totalement inadéquat.

Nous nous situons donc, résolument, dans une perspective constructive, vous proposant de contribuer à ces réflexions nationales en vous faisant part de nos analyses, de nos propositions et en étant prêts à participer aux différentes concertations que vous organiserez.

Je vous prie, monsieur le Ministre, de bien vouloir accepter l'assurance de notre considération respectueuse.

**Le président de l'A.N.D.C.I.O.**

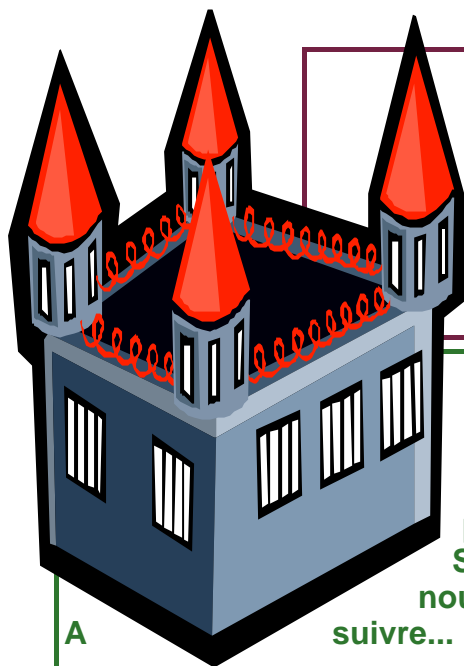
**Denis PETRUZZELLA**

# Dernière Minute !

L'ANDCIO a participé à une réunion du  
groupe inter- organisation  
le 13 décembre 2002  
Un compte-rendu est en cours de rédaction...

**Rapprochez-vous de votre  
délégué académique ou  
adressez un message à Denis  
Petruzzella**

[cioerostand@wanadoo.fr](mailto:cioerostand@wanadoo.fr)



**Réunion extraordinaire des délégués académiques  
Samedi 18 janvier 2003 de 9h30 à 16h30  
CIO MEDIACOM  
168 Bd de Montparnasse  
75014 Paris**

## Décentralisation

Des nouvelles quelques peu inquiétantes mais néanmoins convergentes nous parviennent par différents canaux...  
Le Ministère serait prêt à lâcher les CIO, fonctionnement et personnels et à modifier considérablement nos missions.  
Si nous sommes favorables à une décentralisation des CIO, nous réaffirmons notre ancrage dans l'Éducation Nationale.

A

suivre...

## SCOOP

**Nettement plus sympathique !**

Pour celles et ceux qui rêvent d'une décentralisation un peu plus exotique, Doris David, correspondante pour les 3 Académies de Martinique, Guadeloupe et Guyane\*\*\*, nous annonce la création d'un CIO au Marin - sera-t-il d'État ou Régional - pour les connaisseurs c'est le point de départ pour les Grenadines...-, le poste de directeur du CIO de Fort-de-France est vacant en septembre.

\*\*\* Félicitations pour cette nomination, Doris

